

# SARCELLES, LE LABORATOIRE DU "VIVRE-SÉPARÉ"

Alors que cette banlieue du nord de Paris était un symbole du creuset républicain, on observe aujourd'hui une partition du territoire entre les différentes communautés. Enquête.

Par Noémie Halioua

**L**orsque, entre 1955 et 1975, on érige 12 000 logements flambant neufs sur les champs légumiers du Val-d'Oise pour accueillir la démographie galopante d'après guerre, on croit dur comme fer à la modernité et au progrès. Sarcelles, ville nouvelle, se donne des airs d'utopie. Les parcs locatifs sont équipés en eau courante et en chauffage central (quintessence du confort pour l'époque) et les appartements sont spacieux. Ils attirent des classes moyennes de la petite couronne puis les déracinés du monde entier. Des Egyptiens, expatriés par la crise du canal de Suez, des rapatriés d'Algérie, des Antillais, des Sri-Lankais tamouls, des Turcs chaldéens, etc. Plus de 80 nationalités peuplent la ville et construisent son identité, bien que toutes n'aient pas le même poids démographique.

La communauté séfaraïte, première à se structurer, compte, avec ses 12 000 membres, parmi les plus grandes d'Europe. Majoritairement originaires de Tunisie et du Maroc, ils érigent une première synagogue en 1964, rue Paul-Valéry, qui devient l'épicentre du quartier juif, que l'on surnommait la « petite Jérusalem ». Dans les années 1980, la diaspora assyro-

chaldéenne élit également Sarcelles comme capitale refuge. Originaire de Turquie, elle fuit les massacres anti-chrétiens et s'implante dans le vieux Sarcelles. Les 8 000 Assyro-Chaldéens arrivés par vagues y achètent des petites maisons individuelles et créent la plus grande église chaldéenne d'Europe, Saint-Thomas-Apôtre.

Depuis ses débuts, Sarcelles est une terre de métissage culturel, un laboratoire du « vivre-ensemble ». Ses premiers habitants gardent des souvenirs heureux. « Dans les salles de classe, on venait des quatre coins du monde, mais on arrivait à se parler ! », se souvient Isabelle Bentz, Sarcelloise depuis l'âge de 8 ans. « Chacun faisait ce qu'il voulait chez lui et, le dimanche, nous nous retrouvions au parc Kennedy, où il y avait une patinoire. Les mamans donnaient des goûters à tous les enfants, peu importait leurs origines », ajoute celle qui est arrivée avec sa famille en 1969.

**« Dans les classes, on venait des quatre coins du monde, mais on arrivait à se parler ! »**

C. FAIMALI



Paul Bertrand se souvient aussi de cette époque où le vivre-ensemble n'était pas un impératif catégorique, mais une réalité au jour le jour. « Lorsqu'on jouait aux boules place André-Gide, il n'y avait pas un carré pour les Noirs, un carré pour les juifs et un carré pour les Arabes ! On jouait ensemble ! » se remémore-t-il, un brin nostalgique. Sa famille, déracinée après l'indépendance de l'Algérie, a passé quelques années en province, avant qu'un ami de son père lui conseille de rejoindre le « paradis des pieds-noirs ». « Le brassage des origines est tel qu'il n'y a pas de racisme à Sarcelles. [...] Ce sont des gens qui sont venus de partout et qui ont constitué une identité à partir d'un destin commun », résumait l'écrivain Marie-Hélène Pinel, dans l'émission de Bernard Pivot *Ouvrez les guillemets*, le 25 novembre 1974.

Mais, à la fin des années 1970, la tectonique change. Plusieurs lois – le regroupement familial, décidé par



de Haïti, etc. » Loin de créer une identité commune, cette multiplicité des cultures entraîne une affirmation des cultures d'origine.

Aujourd'hui, le paradis diversitaire fait figure de chimère et la paix sociale semble fragile. Dan B., médecin né à Sarcelles en 1968, a vu sa ville changer de visage et plonger dans l'ultraviolence. Lui-même a été agressé physiquement trois fois, car on s'imagine que son cartable de médecin renferme des « trésors ». Comme l'écrasante majorité de ses confrères – tel le D<sup>r</sup> Chiche, également agressé à son cabinet l'année dernière –, il a renoncé à faire des visites à domicile. Au quotidien, les habitants – de toutes les origines ou communautés – ont appris à prendre des précautions. Plutôt que de sortir avec son sac, Jacqueline met sa carte bancaire dans son

soutien-gorge. Jonathan n'achète plus de vélo neuf à ses enfants : il sait qu'il sera de toute façon volé et opte donc pour de l'occasion.

Avec la peur, des frontières invisibles s'érigent entre les individus aux expressions identitaires marquées. La ville de 60 000 habitants est sectorisée en ghettos ethniques. « On m'a proposé un appartement plus grand dans un autre quartier, près de la gare RER, mais je ne veux pas que mes enfants se fassent agresser sur la route de l'école. Ici, je suis dans une bulle, j'ai un confort qui n'a pas de prix. Je ne quitterais ce quartier pour rien au monde », avoue Esther E., mère de trois enfants, qui vit dans un logement de la rue Paul-Valéry, au cœur de la petite Jérusalem.

Khader, lui, exclut de pénétrer dans ce quartier. « On préfère faire

**Sarcellopolis** Sorti en 2015, le documentaire – dont sont issues les photos de ce reportage – retrace l'histoire du premier grand ensemble à Sarcelles, des années 1950 à nos jours. Dans ce « film interactif », les réalisateurs Sébastien Daycard-Heid et Bertrand Dévé explorent une ville-monde, tiraillée entre espoir et amertume après les émeutes de juillet 2014.

S. DAYCARD-HEID ET B. DÉVÉ/C. FEMALI



Chirac en 1976, la loi sur les APL portée par Raymond Barre – donnent l'impulsion d'un changement démographique non pris en compte par les pouvoirs publics. Une homogénéisation sociale de la ville voit le jour, sans que personne ne se soucie du brassage social, culturel, ou des moyens supplémentaires à fournir. Le prix de l'immobilier commence à chuter. De fil en aiguille, Sarcelles se paupérise, et cet appauvrissement entraîne un chassé-croisé entre les classes moyennes et les nouvelles vagues d'immigration : en trente ans, la population immigrée double dans le Val-d'Oise – c'est la plus forte progression de tous les départements.

« A partir des années 1980, tout change, explique Maya Nahum, journaliste arrivée de Tunis à Sarcelles avec sa famille en 1962. Les équipements urbains se détériorent, le bâti se dégrade faute d'entretien. On assiste à l'arrivée massive de familles nombreuses d'Afrique de l'Ouest. C'est à ces familles, sans autres ressources que les aides de l'Etat, que l'on reloue ces appartements sans les refaire à neuf. » « Quand je suis arrivé, il y avait dans mon immeuble la directrice de l'école Pasteur, la conseillère pédagogique en musique de la circonscription, une collègue institutrice de l'école élémentaire Saint-Exupéry, explique Luc Bentz, professeur des écoles et syndicaliste. Au fur et à mesure, elles sont parties et ont été remplacées par des immigrés sans le sou fraîchement arrivés du Pakistan,





PHOTOS: C.F. MALI

**Communautarisme** La mixité n'est plus de mise. Ici, une fête mauricienne à la maison de quartier des Vignes blanches. Malik Viré de l'école à 16 ans, il tente de s'en sortir et voit son avenir loin du Grand Ensemble.



deux fois le tour de la ville plutôt que de passer par le quartier juif, car, en tant qu'Arabe, on y est dévisagé comme des criminels ! Vous trouvez ça normal, vous ? » s'indigne le jeune homme de 21 ans, de confession musulmane. Les populations sont prêtes à tout pour ne pas partager les mêmes cages d'escalier. « Les habitants préfèrent renoncer à des logements plutôt que de se mélanger », confirme Pierre L., président d'une commission de quartier de l'union HLM. « Lorsque je propose des appartements, j'essuie des refus de personnes qui ont peur d'aller dans des quartiers à la mauvaise réputation : il y a une partition de fait, car ils ne souhaitent pas vivre les uns à côté des autres. Mais ce communautarisme n'est pas uniquement lié à la peur : il est aussi volontaire et fonctionnel. Les gens souhaitent avoir des voisins avec lesquels ils ont des affinités », explique-t-il.

Ce refus de mixité s'illustre aussi à l'école. « A la fin de l'élémentaire, les parents inscrivent leurs enfants dans le privé. Je ne peux pas leur en vouloir de dire : "Je veux protéger mes enfants, je ne veux pas qu'ils soient confrontés à des problèmes de violence, de racisme, de ghettoisation

ethnique..." », confie François Pupponi au *Parisien*. « Puppo » a été le maire de Sarcelles pendant vingt ans, de 1997 à 2017, et a dû céder son fauteuil pour se consacrer à la députation, loi sur le non-cumul des mandats oblige. Concrètement, il continue à être « le patron » de la ville et la nouvelle maire, Annie Péronnet, reste sous sa coupe. Pour lui, le communautarisme ne crée pas de tensions et le danger vient davantage du « développement des cas de radicalisation ».

Car, à Sarcelles comme dans d'autres banlieues populaires, l'islamisme tente de s'implanter. En 2016, la mosquée Dar At-Tawhid, dans la rue d'Es-

tienne-d'Orves, est fermée par arrêté municipal. Le non-respect des règles d'urbanisme est invoqué, mais la mosquée était surtout suspectée d'être l'un des points de radicalisation de la ville. Des écoles coraniques non répertoriées se développent dans la zone industrielle. « On voit apparaître des nouvelles habitudes vestimentaires, des kamis pour les hommes, des voiles qui cachent les yeux pour les femmes. On n'avait jamais vu ça avant ! », note Marc C., petit commerçant à la moustache charnue. Si la liberté de se vêtir reste une liberté individuelle, elle témoigne dans l'espace public d'une évolution des mœurs et d'une désécularisation. Le halal tend aussi à imposer son hégémonie. « Je suis obligé d'aller à l'autre bout de la ville pour acheter un travers de porc dans la seule boucherie qui en vend, parce que le boucher traditionnel du marché a été obligé de s'exiler telle-

ment il s'est fait agresser (1) », ronchon ce quinquagénaire d'origine roumaine. Ce chrétien a exigé de son fils qu'il retire sa croix autour de son cou à l'école. « Les barbus viennent faire la leçon aux gosses devant les écoles. Ils essaient de recruter les soldats de demain », ajoute-t-il.

Sarcelles se trouve aussi au cœur d'enjeux géopolitiques qui la dépassent. Le 20 juillet 2014, le conflit israélo-palestinien s'invite dans la petite Jérusalem. Ce jour-là, une manifestation contre l'opération « Plomb durci », menée par l'armée israélienne à Gaza, vire à l'émeute. Des « hordes de sauvages », selon l'expression de Pupponi,





descendent vers la petite Jérusalem, avec barres de fer, matraques et pieds de chaise. Ils détruisent commerces, Atribus, poubelles sur leur passage. « Ça pétaradait de partout. J'ai vite fermé les persiennes pour ne pas que mes enfants aient encore plus peur que moi. J'ai prié très fort. On s'est mis au milieu de l'appartement. Les hommes s'étaient positionnés devant la synagogue pour faire barrage », se souvient Johanna Abergel, trentenaire

et mère de trois enfants. A coups de balles à blanc et de gaz, un cordon de CRS disperse les manifestants. Le quartier juif a toujours la gueule de bois lorsque, un an plus tard, Yohan Cohen, un enfant de Sarcelles, tombe sous les balles d'Amedy Coulibaly lors de la prise d'otages à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes.

Cette année-là, la petite Jérusalem commence à se vider de ses juifs. « A partir des années 2014-2015, on a vu les effectifs diminuer dans les écoles, explique Sarah, 35 ans, professeur d'hébreu à l'école Ozar Hatorah (filles). Certaines élèves sont mêmes parties entre la première et la terminale, ce qui est très rare ! Lors de la réunion de pré-rentree, le directeur de l'école était furieux, car plusieurs d'entre elles étaient de très bonnes élèves ! » confie-t-elle. Ce phénomène a été analysé par le géographe Christophe Guil-

luy (voir aussi page 34) dans son ouvrage *Le Crépuscule de la France d'en haut*. Aujourd'hui, la petite Jérusalem s'est considérablement ramassée et semble être devenue une enclave, où ses habitants sont pris en otage. « Nous devons réapprendre à nous connaître, à partager. Cela va mettre beaucoup de temps. Clientélisme, communautarisme sont les lignes rouges des valeurs de notre République. Construisons une France riche de nos identités respectives », plaide René Taïeb, président de l'Union des collectivités juives du Val-d'Oise.

Cette communautarisation s'explique par le contexte social français, mais résulte aussi de choix de la municipalité, qui reconnaît les identités particulières. « La laïcité sarcelloise », comme elle est surnommée, permet de troquer le slogan « A Rome, fais comme les Romains » pour « A Rome, fais comme chez toi ». Elle reconnaît les particularismes culturels et religieux et fournit un accompagnement financier ou pratique aux communautés organisées. « Pour la fête de l'Aïd, la municipalité met à disposition à



PHOTOS: C.FAIMALI

Diaspora Messe dominicale à Saint-Thomas-Apôtre, la plus grande église chaldéenne d'Europe. Arié La « petite Jérusalem » se vide de ses juifs. Arié s'arrête devant l'école Torat Emet où il était scolarisé.







PHOTOS: C. FAIMALI

Ludji Cet Antillais de Sarcelles, professeur de sport, enchaîne les petits boulots. Precious Avec son fils Yannis au restaurant ghanéen Maman Afrika, place des Flanades, dans le Grand Ensemble.



titre gracieux le champ de foire pour égorger les moutons », s'indigne un ancien élu. De même, la « liste bleue », une liste communautaire dont l'ambition est de « défendre, sur le terrain, la communauté juive de Sarcelles », voit deux de ses membres obtenir des délégations clefs au conseil municipal. « Des postes à la mairie à la vente de terrains à prix bradés, jusqu'aux travaux dans les lieux de culte sous couvert de ravalement de façade... Tout est bon en échange d'une réserve de voix », se plaint un conseiller municipal sous le couvert de l'anonymat.

Loin de favoriser la paix sociale, cette stratégie entraîne une compétition communautaire qui n'en finit pas. « Nous savons très bien que, lorsqu'une subvention est votée pour une communauté, il faudra, lors du conseil municipal suivant, que soit votée une autre subvention, pour une autre communauté... », indique David Grandon, élu d'opposition au conseil municipal. Ces subventions atteignent des dizaines de milliers d'euros avant et après les élections. Dans son viseur, l'ancien maire de la ville, François Pupponi, qui « a fait du communautarisme sa base électorale ». « La mairie passe son temps à inaugurer

des plaques, des monuments, des événements qui ont eu lieu aux quatre coins du monde mais qui n'ont plus rien à voir avec l'histoire de la France » renchérit Chantal Grolier, également conseillère municipale. « Le problème, c'est qu'on ne commémore plus les événements français : cette année, par exemple, il n'y a rien eu pour le 14 Juillet, remarque-t-elle, amère. Une mairie doit voir l'intérêt général de sa commune et l'intégralité de ses administrés avant de subventionner des associations qui ne profitent qu'à quelques-uns ! » ajoute-t-elle.

« Les bien-pensants, les bobos dans leurs bureaux, c'est facile. Nous,

membres de communautés, mais ils n'ont pas vu qu'ils avaient affaire à des militants politiques avec un projet de vie qui pouvait exclure leurs principes à eux », déclare un ancien élu. Aux dernières législatives, François Pupponi affrontait Samy Debah, le fondateur du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) pour la 8<sup>e</sup> circonscription du Val-d'Oise. Et si ce n'était que le début du revers de la politique communautariste ? Les prochaines municipales, prévues pour 2020, seront capitales à Sarcelles. **N. H.**

(1) Fait confirmé par un article du Parisien du 2 avril 2010.